



## EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 16 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 9 septembre 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

### Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, Mme DUBOURG, Mme HOLGADO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme HERMILLY, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, Mme BAYLE, M. GABARD, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

### Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. ELIAS à Mme DUBOURG, M. LIMINIANA à Mme QUERAL, Mme BESNAULT à M. BODIN, M. MONMARCHON à Mme MERCHADOU

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme BERTHIOT est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 23

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

### **15 – TAXE COMMUNALE SUR LA CONSOMMATION D'ELECTRICITE - ACTUALISATION DU COEFFICIENT DE LA TAXE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE A COMPTER DU 1ER JANVIER 2015**

#### **Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité**

VU la délibération du 23 octobre 1970 fixant le taux de la taxe sur les fournitures d'électricité en basse tension,

VU la délibération du 18 mai 1979 relative à la modification du taux de la taxe sur la consommation d'électricité,

VU la délibération du 28 mars 1986 relative à l'augmentation du taux de la taxe sur la consommation d'électricité,

VU la délibération du 20 septembre 2011 fixant le coefficient de la taxe sur la consommation finale d'électricité pour l'année 2012,

VU la délibération du 17 septembre 2013 fixant le coefficient de la taxe sur la consommation finale d'électricité pour l'année 2014,

En vertu de l'article 23 de la loi n° 2010-1488 du 07 décembre 2010, l'assiette de la taxe sur la consommation finale d'électricité repose uniquement sur les quantités fournies ou consommées, avec un tarif exprimé en euro par mégawatheure (€/MWh). Les tarifs de référence prévus à l'article L. 3333-3 du code général des collectivités territoriales (CGCT) sont les suivants :

- 0,75 €/MWh pour les consommations non professionnelles, ainsi que pour les consommations professionnelles sous une puissance souscrite inférieure ou égale à 36 kVA ;
- 0,25 €/MWh pour les consommations professionnelles sous une puissance souscrite supérieure à 36Kva et égale ou inférieure à 250 KVA.

En application de l'article L.2333-4 du CGCT, le Conseil Municipal fixe le coefficient multiplicateur pour le calcul de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité dont il assure la perception, en appliquant aux deux tarifs de référence précités un coefficient unique, compris entre 0 et 8, avec possibilité d'actualisation.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil Municipal est invité à préciser, en application des dispositions prévues à l'article L.2333-4 du CGCT, les modalités d'actualisation de ce coefficient pour 2015, lorsque sa valeur est égale au maximum autorisé par la loi, soit 8.

**A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015**, le coefficient multiplicateur sera donc fixé comme suit :

Coefficient maximum égal à	x	<i>indice moyen des prix à la consommation (IMPC) hors tabac en 2013 (125,43)</i>
		<i>indice moyen des prix à la consommation (IMPC) hors tabac en 2009 (118,04)</i>

Le coefficient actualisé suivant cette formule est de **8,50**.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 8 septembre 2014 et a émis un avis favorable.

**Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu  
à la Sous-Préfecture le 18/09/14  
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-  
20140916-17264-AU-1-1

Pour le Maire empêché,  
Monsieur FRANCIS RIMARK

